

Zoom sur ...

... les perspectives économiques en Afrique subsaharienne de la Banque mondiale

Le rapport a revu à la baisse sa perspective de croissance mondiale pour 2018. Celle-ci devrait s'établir à 3% (contre 3,1% en 2017), au lieu de 3,1% comme initialement prévu en juin 2018. En 2019, celle-ci est attendue à 2,9% en 2019. Cette décélération reflète la montée des tensions commerciales et l'augmentation notable des charges d'emprunt qui freine les entrées de capitaux dans les marchés émergents et les économies en développement.

❖ En Afrique Subsaharienne

La Banque mondiale a revu à la baisse sa perspective de croissance de 0,4 point de pourcentage (pp), avec un taux finalement estimé à 2,7% pour 2018. Cette révision est essentiellement le fait du ralentissement de l'activité économique dans trois pays de la région : l'Angola (contraction de 1,8%, soit une révision de -3,5 pp par rapport à la prévision de juin 2018), l'Afrique du Sud (croissance de 0,9% du fait d'une révision -0,5 pp) et le Nigéria (croissance de 1,9% après une révision -0,2 pp). L'Angola et le Nigéria pâtissent d'un recul de la production de pétrole, quand l'Afrique du Sud subit une contraction des activités minières et de la construction. **A noter qu'en dépit de cette révision, la croissance pour 2018 devrait être légèrement supérieure à celle de 2017 (2,6%).**

Mieux, elle devrait accélérer au cours des prochaines années, avec un taux attendu à 3,4% en 2019 qui devrait s'établir à 3,7% en moyenne sur 2020-21. La région devrait ainsi parvenir à maintenir sa dynamique de redressement, malgré la persistance de vents adverses (durcissement des conditions financières internationales, montées des tensions commerciales au niveau mondial, évolutions mitigées des prix des matières premières, appréciation du dollar...).

❖ En Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie)

L'institution a également revu à la baisse la perspective de croissance pour 2018 de quasiment tous les pays, sauf celles du Bénin (6% en 2018, stable par rapport à juin 2018), du Burkina Faso (6%, stable), du Cap-Vert (4%, +0,3 pp) et de la Côte d'Ivoire (7,7%, +0,1 pp). La Sierra-Leone connaît la révision à la baisse la plus importante (-1,4 pp à 3,7%), suivie de la Guinée-Bissau (-1,2 pp à 3,9%), de la Mauritanie (-0,6 pp à 3%) et du Ghana (-0,4 pp à 6,5%). Dans ces quatre pays, cette révision à la baisse se traduit par un ralentissement du rythme de croissance par rapport à 2017.

Il convient de souligner qu'en dépit de ces révisions, les chiffres du rapport montrent que presque tous les pays de la région devraient voir leur rythme de croissance s'accélérer au cours des prochaines années. Par ailleurs, à partir de 2018, hormis le Nigéria, tous les pays de la CEDEAO affichent des taux de croissance supérieurs à la moyenne subsaharienne.

Pays	Actualisation de janvier 2019						Différence par rapport aux prévisions de juin 2018		
	2016 ¹	2017 ¹	2018 ¹	2019 ²	2020 ²	2021 ²	2018	2019	2020
Bénin	4	5,8	6	6,2	6,5	6,6	0	+0,1	+0,2
Burkina Faso	5,9	6,3	6	6	6	6	0	0	0
Cap-Vert	4,7	4	4,5	4,7	4,9	4,9	+0,3	+0,7	+0,9
Côte d'Ivoire	8	7,7	7,5	7,3	7,4	6,8	+0,1	+0,1	+0,2
Gambie	0,4	4,6	5,3	5,4	5,2	5,2	-0,1	+0,2	+0,3
Ghana	3,7	8,5	6,5	7,3	6	6	-0,4	+0,6	+0,6
Guinée	10,5	8,2	5,8	5,9	6	6	-0,2	0	0
Guinée-Bissau	5,8	5,9	3,9	4,2	4,4	4,5	-1,2	-1	-1
Libéria	-1,6	2,5	3	4,5	4,8	4,8	-0,2	-0,2	0
Mali	5,8	5,4	4,9	5	4,9	4,8	-0,1	+0,3	+0,2
Mauritanie	2	3,5	3	4,9	6,9	6,9	-0,6	+0,3	+1,7
Niger	4,9	4,9	5,2	6,5	6	5,6	-0,1	+1,1	+0,2
Nigéria	-1,6	0,8	1,9	2,2	2,4	2,4	-0,2	0	0
Sénégal	6,2	7,2	6,6	6,6	6,8	6,9	-0,2	-0,2	-0,2
Sierra-Leone	6,3	3,7	3,7	5,1	6,3	6,3	-1,4	-0,6	-0,2
Togo	5,1	4,4	4,5	4,8	5,1	5,1	-0,3	-0,2	+0,1
ASS	1,3	2,6	2,7	3,4	3,6	3,7	-0,4	-0,1	-0,1

¹ Estimation – ² Prévision

CEDEAO : retour sur la 54^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et du gouvernement de la CEDEAO tenue à Abuja, le 22 décembre 2018

A l'issue de cette session, [les Chefs d'Etat ont pris acte de progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de la monnaie unique de la CEDEAO](#), conformément aux recommandations formulées en juillet dernier. Un comité ministériel (ministres des Finances, Président de la Commission de la CEDEAO et l'ensemble des gouverneurs des Banques centrales de la CEDEAO) a été formé pour finaliser les études d'impact au titre du régime de change, de l'harmonisation du cadre de politique monétaire et du modèle de la future banque centrale. Un autre groupe de travail est quant à lui en charge de proposer des noms et des signes pour la future monnaie unique au Comité ministériel. Pour rappel, il y a près d'un an à Accra, une feuille de route révisée a été adoptée en vue de l'adoption de la monnaie unique d'ici 2020. A cette occasion, les membres de la CEDEAO ont réaffirmé leur engagement pour une entrée en vigueur en 2020 et ont par ailleurs adopté une approche graduelle, prévoyant dans un premier temps l'intégration des membres répondant aux critères de convergence macroéconomique (déficit public inférieur à 3% du PIB, inflation inférieure à 10%, réserves de change supérieures à 3 mois d'importations, etc.), les autres pouvant être intégrés ultérieurement.

UEMOA : retour sur la session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA tenue à Dakar, le 21 décembre 2018

[Le Conseil des Ministres a relevé la poursuite de la dynamique favorable de la conjoncture économique, monétaire et financière au 3^{ème} trimestre 2018, avec un taux de croissance du PIB réel de 6,7% en g.a.](#), après 6,5% un trimestre plus tôt. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,6% en 2018, comme en 2017, en lien notamment avec le dynamisme du secteur des services. Le Conseil des Ministres a examiné les Programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des Etats membres au titre de la période 2019-2023. Ces programmes indiquent que l'Union remplirait les conditions d'accès à la phase de stabilité en 2020. Le Conseil a invité les Etats membres à mettre en œuvre les mesures nécessaires et efficaces pour assurer une consolidation budgétaire en 2019, via des mesures visant une meilleure mobilisation des recettes, une maîtrise des dépenses courantes et une amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

BENIN

La BEI débloque 50 M EUR pour le programme d'assainissement pluvial de Cotonou

Le programme d'assainissement pluvial de Cotonou qui figure parmi les 45 projets phares du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2016-2021) et exprimant un besoin de financement estimé à 225 Mds FCFA, avait fait l'objet d'une table ronde à Paris le 17 janvier 2018 pour tenter de mobiliser les fonds nécessaires auprès des bailleurs. 238 Mds FCFA de promesses de financement avaient été conclues, avec des engagements prévus de la Banque Mondiale (100 M USD), BOAD (40 Mds FCFA – 60 M EUR), BEI (50 M EUR) et de l'AFD (40 M EUR). A ce stade, l'Etat béninois a sécurisé les financements auprès de deux partenaires, la BOAD et très récemment la BEI (Banque européenne d'investissement) à l'issue de la signature d'un accord de prêt le 21 décembre 2018 pour un montant conforme à la promesse de financement du bailleur, à savoir 50 M EUR.

BURKINA FASO

Adoption par le FMI de la 1^{ère} revue du programme FEC

[Le conseil d'administration du FMI a adopté, le 21 décembre dernier, la 1^{ère} revue du programme FEC \(Facilité élargie de crédit\) avec le Burkina Faso](#). Bien que soulignant la bonne orientation du cadre macroéconomique du pays, le Conseil s'est montré critique en relevant (i) la persistance de « goulets d'étranglement » en matière d'infrastructure, notamment dans l'énergie et les transports, et (ii) la nécessaire maîtrise des dépenses récurrentes, la masse salariale du secteur public étant qualifiée d'« insoutenable ». Le FMI préconise une réduction des recrutements dans les secteurs

non prioritaires et suggère d'examiner la possibilité de rationaliser les indemnités et les primes. Une situation d'autant plus préoccupante, aux yeux du FMI, que le pays est confronté à un important défi sécuritaire, ayant contraint l'État à augmenter son budget militaire et sécuritaire de 21% en 2017 puis nouvellement de 50% en 2018.

5 Mds FCFA pour financer les PME

L'Agence de financement et de promotion des Petites et moyennes entreprises (AFP-PME) et Orabank ont signé une convention cadre de partenariat pour le financement des petites et moyennes entreprises (PME), le 20 décembre 2018 à Ouagadougou, en présence du ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat (MCIA). Cette convention permettra de mettre à la disposition des PME au moins 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) par an, soit 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) sur les trois premières années. Selon le MCIA, les PME représenteraient plus de 90% du tissu des entreprises du Burkina Faso pour une contribution au PIB évaluée entre 35% et 40%.

Le pays est éligible au Compact régional du MCC

[La réunion du 11 décembre 2018 du conseil d'administration du Millenium Challenge Corporation \(MCC\) a déclaré le Burkina Faso éligible à l'initiative du Compact régional](#), aux côtés de quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin et Niger). Ainsi, outre le Compact bilatéral (2020-2025) déjà conclu avec le MCC, cette décision permettra au Burkina d'avoir un ou deux Compacts régionaux avec deux autres pays voisins éligibles. Les projets régionaux potentiels concernent l'énergie, les transports (chemin de fer et routes) et l'économie numérique. A noter que le second Compact serait très avancé dans sa formulation, donnant la priorité au secteur énergétique avec un financement qui pourrait avoisiner les 300 M USD.

Le pays reçoit un don de près de 30 Mds FCFA de la Belgique

Le Royaume de Belgique a fait don d'environ 29,9 Mds FCFA (45,6 M EUR) au Burkina Faso. Selon un communiqué de l'Ambassade du Royaume de Belgique, ce financement sera investi dans la région du Centre-Est, pour renforcer l'entrepreneuriat, la police de proximité et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles. Il sera mis en œuvre par Enabel, l'Agence belge du développement.

Résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2018-2019

La production céréalière prévisionnelle nationale 2018-2019 est estimée à 4 953 257 tonnes. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2017-2018 et à la moyenne des cinq dernières campagnes, elle est en hausse respective de 21,9% et 11,8%. La production des autres cultures vivrières est estimée à 937 448 tonnes, soit une augmentation respective de 30,7% et 25,1% par rapport à la campagne passée et à la moyenne quinquennale. La production des cultures de rente est estimée à 1 180 150 tonnes, soit une baisse de 13,3% par rapport à la campagne précédente et de 16,7% par rapport à la moyenne quinquennale. La situation pastorale paraît ainsi assez satisfaisante, avec un bilan prévisionnel fourrager qui fait ressortir 28 provinces excédentaires (22) ou équilibrées (06) et 17 provinces déficitaires.

CAP-VERT

Croissance du PIB de 5% en g.a. au troisième trimestre 2018

[Le PIB a augmenté de 5% au troisième trimestre 2018 en glissement annuel mais a ralenti de 0,9 point de pourcentage \(pp\) par rapport au deuxième trimestre 2018](#). La consommation privée a augmenté de 5,8% et l'investissement de 8,1% en g.a. Les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 9,2% en g.a tandis que les importations ont augmenté de 9,7%. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+1 pp), de la construction (0,1 pp), du commerce (0,9 pp) et de l'administration publique (0,7 pp) ont contribué positivement à la croissance du PIB au troisième trimestre alors que les secteurs de l'agriculture, des transports et de l'hébergement et restauration ont eu des contributions négatives, à hauteur respectivement de 1,2 pp, 0,2 pp et 0,4 pp.

25 M USD à CVTelecom pour le raccordement du Cap-Vert au câble à fibre optique reliant le Portugal et le Brésil

Le gouvernement capverdien octroie 25 M USD à la société de télécommunications CVTelecom afin de connecter le Cap-Vert au câble EllaLink qui devrait relier le Brésil au Portugal d'ici 2020. Cette nouvelle connexion augmentera la capacité du pays en télécommunications et en fourniture de services internet et constitue un pas décisif vers l'installation de la 5G.

COTE D'IVOIRE

Révision des principes de prise de participation publique dans les entreprises.

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de maîtrise renforcée de la gestion budgétaire, [le Conseil des ministres a décidé de réviser les modalités de prise de participation de l'Etat ainsi que les niveaux de participation de l'Etat dans le capital de certaines entreprises](#). Ainsi, le Conseil a retenu le principe de la limitation à une participation minoritaire de l'Etat dans les entreprises. Conformément à ce principe, il sera procédé à un redimensionnement du portefeuille étatique au nombre de 82 entreprises, avec de nouvelles propositions de cessions de parts de l'Etat dans les entités sélectionnées suivant les critères appropriés. Les sociétés ne pouvant faire l'objet de désengagement, conformément au principe défini, seront sujettes à un suivi rapproché sur la base de la généralisation des contrats de performance et sur la base de la mise en œuvre de dispositifs d'anticipation et de gestion des risques.

Renforcement des capacités de la centrale thermique AZITO

Le gouvernement ivoirien a annoncé la mise en place prochaine d'une centrale thermique additionnelle sur le site de la centrale à Azito (propriété du britannique CDC et du norvégien Norfund) dans la commune de Yopougon (Abidjan). Celle-ci comportera une turbine à gaz (179 MW) et une turbine à vapeur (74 MW), pour une production totale d'environ 2 000 GWh. Le montant total des investissements est de l'ordre de 344,2 M EUR. Les travaux devraient démarrer à la fin du premier trimestre 2019. La turbine à gaz sera opérationnelle au troisième trimestre 2020 et la turbine à vapeur au troisième trimestre 2021.

Prêt de 577 M EUR de l'AFC pour la restructuration de la Société Ivoirienne de raffinage

L'Africa Finance Corporation (AFC) a conclu un prêt syndiqué de 577 MEUR avec la Société Ivoirienne de raffinage (SIR). Cette transaction a impliqué cinq autres banques, panafricaines pour la plupart. Ce prêt doit permettre à la SIR de rembourser ses dettes relatives à la fourniture de pétrole brut, et de moderniser ses installations pour satisfaire aux normes internationales. La SIR est considéré comme un atout stratégique pour la Côte d'Ivoire.

Le Conseil a adopté une communication relative aux Investissements directs étrangers (IDE).

Cette communication reprend les chiffres issus du rapport 2018 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Selon ce rapport qui couvre la période 2016-2017, les flux mondiaux d'investissements étrangers à destination de l'Afrique ont baissé pour s'établir à 42 Mds USD en 2017, ce qui représente une baisse de 21% par rapport à 2016. Toutefois, il ressort de ce rapport que [la Côte d'Ivoire observe une croissance de 17% entre 2016 et 2017, passant de 577 à 675 M USD. En 2017, le pays a ainsi capté 5% des flux d'IDE entrant dans l'espace CEDEAO](#). Au niveau de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire demeure le pays le plus attractif avec 25,8% d'IDE captés sur la même période. Les IDE entrant en Côte d'Ivoire s'inscrivent prioritairement dans les secteurs de l'industrie extractive avec 39,2% des capitaux et l'intermédiation financière 27,8%. Les principaux partenaires pourvoyeurs sont originaires de l'Europe (47%) et de l'Amérique (27%), plus spécifiquement de la France pour 22,3% et du Canada pour 17,1% des IDE entrés en Côte d'Ivoire en 2017.

GAMBIE

Signature d'un protocole d'accord entre la Pnoaaa et la Sgwf pour accélérer les échanges commerciaux entre le Sénégal et la Gambie

La Plateforme nationale des organisations de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'artisanat (Pnoaaa) et la Fédération sénégalaise des femmes (Sgwf) ont signé un protocole d'accord visant à mutualiser leurs moyens et favoriser leurs échanges commerciaux. Il permettra notamment de mettre en place une coopérative entre femmes et jeunes entrepreneurs des deux pays, qui aurait vocation à s'étendre à l'Afrique de l'Ouest.

GUINEE

Début de la campagne de commercialisation du café et du cacao

[La campagne de commercialisation du café et du cacao a été lancée, avec l'objectif d'augmenter les volumes et d'améliorer la qualité, afin d'éviter les pertes de la baisse de valeur.](#)

Pour accroître les volumes (3000 t de café et 2000 t de cacao en 2017), les autorités optent pour l'implantation de pépinières dans chaque localité, programme commencé grâce à un financement de 60 M USD de la Banque islamique de développement. Les crédits de campagne aux petits planteurs, la formation aux exigences des normes de qualité et la facilitation à l'accès aux décortiqueuses permettront la labellisation, en particulier pour le café. Le prix plancher est fixé à 10 000 GNF (0,96 EUR)/kg de café et 18 000 GNF (1,73 EUR)/kg de cacao.

Lancement des travaux de reconstruction de la route Coyah-frontière Sierra Leone

La cérémonie de lancement a été présidée par le Chef de l'Etat guinéen, en présence du Chef de la délégation de l'UE et du représentant pays de la BAD. La réalisation de cette route, longue de 75 kms, nécessitera un investissement global de 70 M EUR, cofinancé par la BAfD et l'UE dont la contribution s'élève à 30 M EUR. Les travaux seront exécutés par deux entreprises chinoises, Henan Chine et CGC, sur 24 mois.

Le FMI approuve la 2^{ème} revue du programme FEC

Lors de son conseil d'administration tenu le 21 décembre 2018 à Washington, [le FMI a approuvé la 2^{ème} revue du programme économique et financier de la Guinée appuyé par la facilité élargie de crédit \(FEC\)](#). Cette approbation permet un décaissement immédiat de 17,2 M DTS (23,9 M USD) en faveur de la Guinée. Les résultats obtenus dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC ont été satisfaisants pour ce qui est des objectifs de fin juin, et les réformes appuyées par le programme ont bien progressé. Le pays devrait enregistrer une croissance du PIB réel de 5,8% en 2018 (contre 9,9% en 2017), portée par le secteur extractif (+15% en glissement annuel sur le 1^{er} semestre 2018 grâce à la forte augmentation de l'extraction de bauxite et d'or) et celui de la construction. En 2019, le FMI table sur un taux de croissance de 5,9% grâce à l'augmentation des capacités de production du secteur minier et la poursuite des investissements dans les infrastructures.

Signature d'une convention de financement du projet de construction de l'échangeur de Bambéto

Lors de sa visite officielle à Abou Dhabi, le Premier ministre guinéen a signé avec son homologue un contrat de 25 M USD pour le financement partiel du projet de construction de l'échangeur routier de Bambéto sur l'autoroute « le prince ». Le coût total du projet est estimé à 52 M USD. A noter que les études de faisabilité ont été réalisées par le cabinet Louis Berger sur financement AFD.

L'Assemblée nationale ratifie les trois conventions relatives à la réalisation du projet minier intégré pour la région de Boké

[Ces conventions avaient été signées en novembre 2018 entre le gouvernement et le consortium SMB-Winning](#) (français, singapourien, chinois et l'Etat guinéen) et portent respectivement sur (i) la construction d'une ligne de chemin de fer de 135 kilomètres dans un corridor s'étendant de la région de Boffa à la région de Boké, (ii) la production et de l'exploitation industrielle de ressources de bauxite dans les nouvelles zones minières de Santou II et de Houda et (iii) la construction et de l'exploitation d'une raffinerie d'alumine dans la zone économique spéciale de Boké.

L'investissement total devrait atteindre 3 Mds USD. Le projet créera 9 000 emplois directs et 50 000 indirectes dans la phase construction. En phase d'exploitation, 5 000 emplois directs seront garantis.

MAURITANIE

Adoption par le parlement du projet de loi de finances initiales (LOF) 2019

Le budget 2019 prévoit 53,4 Mds MRU (1,3 Mds EUR) de recettes et 54,1 Mds MRO (1,3 Mds EUR) de dépenses, dont 54,7% au titre du fonctionnement, 24,4% pour les investissements et 23,7% pour le service de la dette. Ce budget est basé sur une hypothèse de croissance de 4,6% du PIB réel et un taux d'inflation inférieur à 4%.

NIGER

La microfinance au Niger contribue à hauteur de 59% au taux global d'utilisation des services financiers, contre 23% pour les banques

Selon le Conseil national du crédit du Niger, le secteur de la microfinance au Niger a contribué à hauteur de 59% au taux global d'utilisation des services financiers en 2017, bien plus que les banques (23%) et la monnaie électronique (18%). Néanmoins, le secteur de la microfinance au Niger présente de forts signes de vulnérabilité qui se traduisent par des résultats structurellement déficitaires et la faillite de plusieurs structures. Selon le ministre des Finances, le gouvernement a initié, au vu de la fragilité du secteur, plusieurs actions visant à assainir et à redresser le secteur de la microfinance, afin de lui faire jouer un rôle moteur dans l'amélioration des indicateurs d'inclusion financière au Niger. La dernière en date est l'adoption le 28 décembre dernier, de la nouvelle Stratégie nationale de finance inclusive et son plan d'actions.

L'UE décaisse un appui budgétaire de 41,7 M EUR

L'UE vient de verser au Trésor public nigérien un appui budgétaire de 41,7 M EUR au titre du budget 2018. Les fonds proviennent du Fonds européen de développement (FED), du Fonds fiduciaire d'urgence pour la migration et de l'Italie. Il s'agit de deux programmes d'appui budgétaire général pour la Consolidation de l'Etat (SBC II et SBC AJUSEN « Migrations, sécurité et gestion des frontières ») et deux programmes d'appui budgétaire sectoriel pour la mise en œuvre des réformes et des politiques dans les domaines de l'éducation et de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et du développement agricole durable (SANAD). Ce décaissement complète les versements déjà effectués en juillet et août 2018 pour un montant de 51 M EUR. Le montant total des déboursements d'appui budgétaire de l'UE au titre de l'année 2018 s'élève ainsi à 92,7 M EUR sur une prévision totale initiale de 105,4 M EUR.

Les députés approuvent la ratification d'une convention de crédit de 23,5 M EUR avec l'AFD pour le financement d'une centrale solaire de 20MWc

Le Conseil des ministres du 20 décembre dernier a adopté un projet de loi portant ratification de la convention de crédit d'un montant maximum en principal de 23,5 M EUR (15,4 milliards FCFA) signée le 31 octobre 2018 à Niamey, avec l'AFD. Pour mémoire, ces fonds sont destinés au financement partiel du projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 20 MWc minimum sur le plateau de Gorou Banda à Niamey.

La cimenterie de Malbaza produit sa première tonne de ciment

La cimenterie de Malbaza dans la région de Tahoua a commencé ses activités. Sa première tonne de ciment est sortie d'usine le 28 décembre dernier. Cette cimenterie, dotée d'une capacité de production de plus de 650 000 tonnes par an, devrait couvrir désormais 80% des besoins du marché domestique, ce qui permettra de réduire de manière drastique les importations de ce produit. Cette nouvelle structure, à capitaux privés majoritairement nigériens, emploie actuellement 347 salariés dont 276 Nigériens.

Hausse de 105,8 Mds FCFA des exportations en 2018

Selon la Direction de la prévision des études économiques (Dpee), le déficit commercial du Sénégal a accusé un repli de 78,4 Mds FCFA (120 M EUR) en novembre 2018, avec des échanges extérieurs qui ont atteint 177 M EUR (contre 297 M EUR en octobre 2018). Sur les onze premiers mois de 2018, les exportations de biens ont enregistré une hausse de 105,8 Mds FCFA (161 M EUR), soit +8% par rapport à la période précédente, grâce à la bonne tenue des ventes de produits tels que l'acide phosphorique, les produits alimentaires, l'or brut, le zircon et les engrais minéraux et chimiques. La hausse des exportations de produits alimentaires est portée, par les produits arachidières (+55 M EUR) et les produits halieutiques (+48 M EUR). Les importations quant à elles connaissent une progression de +9,7%, reflétant l'augmentation d'achats de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles, de produits pétroliers et de produits pharmaceutiques ».

Mise à niveau des entreprises : 1,75 M EUR de financement pour des sociétés de la zone Nord du Sénégal

Le Bureau de mise à niveau des entreprises (BMN) a approuvé un financement de 1,75 M EUR en faveur de neuf entreprises de la région de Saint-Louis, suite à une convention que les bénéficiaires ont signée avec l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME). Cette initiative entre dans le cadre du programme « Développer l'emploi au Sénégal, renforcement de la compétitivité des entreprises et l'employabilité dans les zones de départ » mis en œuvre par l'Etat du Sénégal, l'UE et l'AFD pour la période 2017- 2020. Il vise à soutenir la création et le développement des petites et moyennes entreprises, ainsi que la formation socioprofessionnelle des jeunes dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Tambacounda, Saint-Louis, Louga et Matam, afin de lutter contre les causes de l'émigration clandestine.

TOGO

Nouvelle liaison Lomé-Los Angeles opérationnelle

La compagnie Ethiopian Airlines a inauguré le 17 décembre 2018 sa nouvelle ligne Lomé-Los Angeles. Trois vols seront proposés chaque semaine (lundi, mercredi, vendredi), en partance d'Addis-Abeba. Il s'agit de la deuxième liaison à destination des Etats-Unis qui est assurée par la compagnie, après celle Lomé-New York (aéroport de Newark).

Le nigérian AXXELA retenu pour approvisionner en gaz naturel la sous-région

L'entreprise nigériane AXXELA (ex OANDO), spécialisée dans la distribution de gaz et produits pétroliers raffinés, a conclu un contrat de transport de gaz naturel avec la société exploitant le gazoduc d'Afrique de l'Ouest, WAGPCo, pour un approvisionnement journalier de 425 000 m³. Ce nouvel accord permet de mettre fin au défaut d'approvisionnement en gaz naturel qui impactait jusque lors le Togo, notamment la centrale thermique de Lomé (100 MW) tri-fuel exploitée depuis fin 2010 par l'américain CONTOUR GLOBAL via un PPP de type ROT (Rehabilitate-Operate-Transfer). Cette dernière, qui devait initialement fonctionner au gaz naturel, s'alimentait au fioul lourd face aux défauts de livraison du gaz, pour un coût d'achat du combustible alternatif nettement supérieur. L'arrivée d'AXXELA change donc la donne, avec une centrale fonctionnant dorénavant à 100% au gaz, et qui permet de réduire significativement le prix de cession du kWh auprès de l'off-taker (CEET – compagnie nationale de distribution).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds\$)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (\$)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / Articles IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque